

Eric Hazan: «Paris n'est pas un acteur, mais un champ de bataille»

PAR JOSEPH CONFAVREUX

ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 7 DÉCEMBRE 2018



Éric Hazan en 2015. © Mediapart

Pour Éric Hazan, auteur d'un livre de référence sur l'histoire des révoltes parisiennes et éditeur de *L'Insurrection qui vient*, nous sommes en train de vivre « un événement historique ».

Éric Hazan est l'auteur de *L'Invention de Paris* (Seuil), parcours érudit et émouvant dans une ville dont les moments de révolte ont laissé des traces dans les lieux et sur les pierres. Il est aussi le fondateur des éditions La Fabrique, qui publient les ouvrages du Comité invisible, notamment *L'Insurrection qui vient*.

Il a également publié *Une histoire de la Révolution française* (La Fabrique), *La Dynamique de la révolte. Sur des insurrections passées et d'autres à venir* (La Fabrique), *Paris sous tension* (La Fabrique) et *La Barricade. Histoire d'un objet révolutionnaire* (Autrement). À 82 ans, il était dans les rues de Paris samedi dernier. Entretien.

Se trouve-t-on face à l'insurrection annoncée par le livre du Comité invisible paru en 2007 ?



Éric Hazan en 2015. © Mediapart

Éric Hazan : On retrouve dans ce qui se passe aujourd'hui des choses qui étaient présentes dans le livre, notamment l'idée de bloquer les flux. Une idée qui, à l'époque, paraissait irréaliste, et qui est

pourtant à l'œuvre aujourd'hui. Cela dit, les idées et les propositions de *L'Insurrection qui vient* ne coïncident pas toutes avec celles qui s'expriment aujourd'hui.

Vous aviez analysé dans un de vos livres la «dynamique de la révolte». De quoi est-elle faite et la voyez-vous à l'œuvre aujourd'hui ?

Ce qu'il y a de vraiment nouveau et de très inquiétant pour le gouvernement, c'est qu'il y a convergence vers Paris de gens venant de partout, du Berry, de Bergerac, de Picardie... En me promenant samedi, je n'ai rencontré aucun Parisien. C'est une énorme différence avec ce qu'on a connu par le passé. Cette fois, Paris n'est pas un acteur, mais un champ de bataille.

Est-on davantage dans un moment de sédition, d'insurrection, de révolution ou bien encore d'autre chose ?

Ce qui s'est passé samedi ressemblait vraiment à de l'insurrection. Et pas seulement à Paris. Le mouvement a été très important ailleurs : à Bordeaux, à Marseille, jusqu'au Puy-en-Velay... Paris n'est pas le moteur qu'il est d'habitude, ce qu'il a été en Mai-68, ce qu'il a été pendant la Commune. Aujourd'hui, on se retrouve à Paris parce que c'est le siège du pouvoir, c'est là que se trouve Macron. Mais la ville elle-même ne joue pas vraiment de rôle.

Si on veut absolument historiciser, ce à quoi le moment présent ressemble le plus, c'est à l'insurrection de juin 1848. On est alors, comme aujourd'hui, dans une insurrection faite par des anonymes et menée sans chef.

Comme en juin 1848, il n'existe pas de revendication claire, mais d'abord l'expression d'un refus d'accepter l'inacceptable. Les ouvriers des ateliers nationaux, où il n'y avait – autre point commun – pas seulement des Parisiens, mais aussi beaucoup de Normands ou de Picards, ont refusé le « choix » qui leur était proposé de partir en Algérie ou d'aller assécher des marais en Sologne. Ils ont refusé et ils ont pris leurs fusils.

Et si on ne cherche pas à tout prix des précédents, on se trouve dans quoi ?

On vit un événement historique, mine de rien. Je pense que ce qui se passe aujourd'hui apparaîtra, dans trente ans, comme un événement majeur, comme un tournant. Il serait donc souhaitable que des écrivains, des artistes, des intellectuels – même si je n'aime pas ce mot – expriment leur soutien, non à tout ce qui s'entend dans ce mouvement, mais au moins à l'idée qu'on a raison de révolter. Je ne vois guère de signes de ce côté, à l'exception d'Emmanuel Todd qui a dit à France Culture que les gilets jaunes lui avaient rendu la fierté d'être français.

Comment expliquez-vous ces silences ?

Pour toute une frange des intellectuels, la violence, c'est le mal. Pour celles et ceux qui ne s'arrêtent pas là-dessus et peuvent la juger parfois légitime, le fait que l'extrême droite soit présente dans cette violence en défrise pas mal. Mais moi, ça ne me gêne pas.

Pourquoi ?

Parce que les ennemis de mes ennemis ne sont pas vraiment des amis, mais un peu quand même.



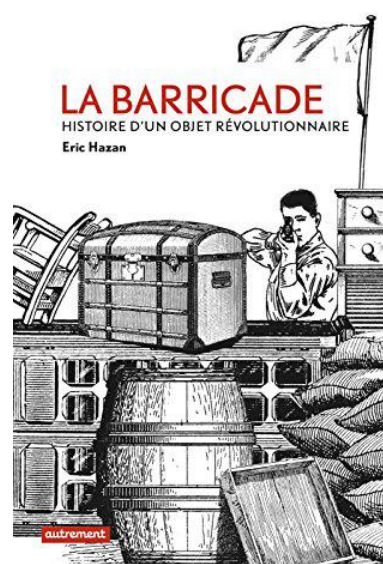
Votre livre *L'Invention de Paris* proposait une déambulation dans une ville capable, à intervalles réguliers et à coups de pavés, d'être une force de rupture avec l'ordre existant. Quelle lecture faites-vous de la géographie parisienne de l'émeute qu'on a pu voir à l'œuvre samedi ?

C'est une émeute qui s'en est prise aux beaux quartiers et c'est, là aussi, une nouveauté. Je ne vois pas de précédent où il se soit passé des choses de type insurrectionnel avenue Foch ou avenue de Friedland. En Mai-68, à part une petite tentative de mettre le feu à la Bourse, il ne s'est rien passé rive droite. Pendant la Commune de Paris, les beaux quartiers ont été repris rapidement pendant la semaine sanglante et on s'est surtout battu dans les quartiers populaires, même s'il y avait une grande barricade place de la Concorde. La géographie parisienne de l'insurrection actuelle est donc inédite.

« La barricade fait partie des marqueurs de l'insurrection »

Vous aviez publié en 2013 un ouvrage intitulé *La Barricade. Histoire d'un objet révolutionnaire* (Autrement). Comment regardez-vous celles qui ont été dressées à Paris ce samedi ?

Comme toutes les barricades du XX^e siècle, c'est une forme symbolique qui n'a pas d'usage militaire ou guerrier. Quand on monte une barricade de 50 centimètres de haut pour barrer l'avenue Foch, on ne pense pas que ça va arrêter une charge de police.



Comme en Mai-68, cela fait partie du vocabulaire insurrectionnel. Ceux qui ont dressé les premières barricades de la rue Gay-Lussac n'ont pas pensé

qu'elles allaient tenir, mais ils ont pensé que cela allait marquer les esprits, et ils ont eu raison. La résurgence des barricades en 1968 a eu une résonance énorme.

Avant cela, il y en avait eu à la Libération mais, plus loin, il faut remonter à la Commune, où il s'agissait non d'une forme symbolique, mais d'un dispositif indiscutablement militaire, même si ce dispositif correspondait à une forme de désespoir, parce qu'elles sont tombées les unes après les autres, avec beaucoup de pertes et beaucoup de fusillés.

Depuis 1968, je ne crois pas qu'il y ait eu des barricades dressées à Paris. Je pense que ce qu'on a vécu samedi dernier et samedi d'avant était de nature insurrectionnelle et que la barricade fait partie des marqueurs de l'insurrection.

Dans *À nos amis*, publié en 2014, le Comité invisible écrit : «*Tant que nous ne saurons pas comment nous passer des centrales nucléaires et que les démanteler sera un business pour ceux qui les veulent éternelles, aspirer à l'abolition de l'État continuera de faire sourire ; tant que la perspective d'un soulèvement populaire signifiera pénurie certaine de soins, de nourriture ou d'énergie, il n'y aura pas de mouvement de masse décidé.* » Le fait que l'on ne maîtrise pas les technologies qui font fonctionner un pays empêche-t-il toute révolution ?

Je ne crois pas. Je ne pense pas que, pour qu'un mouvement de masse l'emporte, il soit nécessaire qu'il ait une connaissance de masse des technologies les plus importantes. Pour bloquer une raffinerie ou une centrale nucléaire, il n'est pas important de savoir comment ça marche. Il suffit de camions et de pneus qui brûlent. Une fois la victoire acquise, les gens qui travaillent dans ces centrales et ces raffineries, et qui n'en pensent pas moins, seront contents et savent faire tourner la machine. Mettons à part la question de savoir s'il faut continuer à faire tourner la machine nucléaire.



On n'entend guère le slogan « grève générale ». Comment l'expliquez-vous ?

C'est un vieux slogan anarchiste qui n'a jamais fonctionné nulle part. Même en 1968, qui a été la période de la plus grande grève, les établissements ont débrayé un par un. Que ce soit en 1936 ou en 1968, les périodes de grandes grèves correspondent davantage à une série de grèves locales qui se sont étendues. En outre, ce n'est pas seulement le travail qui se situe au cœur des mobilisations actuelles.

Dans un texte que vous aviez fait paraître sur Lundi matin au moment où de nombreux jeunes chantaient « Tout le monde déteste la police », vous aviez fait entendre une autre voix en rappelant que « depuis la prise de la Bastille jusqu'à la mise à bas de Ben Ali et Moubarak, le moment décisif a été celui où les "forces de l'ordre" ont fait défection ». À quoi peut tenir ce moment décisif et vous semble-t-il en vue ?

Je persiste dans mon angélisme. Tout le monde s'est moqué de moi quand j'ai critiqué le slogan « Tout le monde déteste la police ». Moi aussi je déteste les fascistes qui se trouvent dans certaines unités de police, notamment les BAC. Mais toute une partie de la police, y compris parmi les CRS, sont des prolos, des exploités, et le ressentent clairement. Il est essentiel de s'adresser à eux. Si je n'avais pas l'âge que j'ai, j'irais avec des camarades sur les barrages de police pour les

haranguer en disant : « *Vous êtes des exploités, vous le savez, qu'est-ce que vous faites là ?* » Je pense que, dans leur tête au moins, il se passerait quelque chose, même s'ils ne nous laisseraient pas passer tout de suite. Lors des premières journées de mobilisation des gilets jaunes, on en a vu s'adresser à la police et obtenir parfois sa sympathie. Il me semble que ce mouvement

pourrait s'adresser aux forces de l'ordre davantage et mieux qu'une insurrection classique, frontale. En écoutant ce que disent les gilets jaunes, je pense qu'une partie de la police parisienne et des CRS vacille déjà dans sa tête en attendant de vaciller pour de bon.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.